

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	19	6

N° de la séance : 13

Objet de la délibération: Direction
Architecture Batiments - Soutien à
l'investissement public local - Mise en
accessibilité des ERP - Agenda
d'Accessibilité Programmée Ad'AP -
Demande de subvention

 <p>Original Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>

N° Enregistrement : BC.2016.064

Date de la convocation : Le 19/04/2016
Certifié exécutoire compte tenu de l'affichage 03 MAI 2016 en date du
de la réception s/Préfecture en date du 10 MAI 2016
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
 Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 25 avril 2016

L'an deux mil seize et le 25 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER

Monsieur BAGARIA,

La loi du 1er février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées constitue une avancée importante en matière d'accessibilité, enjeu essentiel pour notre société.

Elle impose à tous les propriétaires ou exploitants d'établissements recevant du public (ERP) de rendre leurs bâtiments totalement accessibles au 1^{er} janvier 2015. La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a donc fait réaliser un audit de son patrimoine en 2009, audit dont les préconisations d'amélioration concernaient tous les types de handicaps.

Des mises aux normes ont ainsi été réalisées (signalisation horizontale et verticale, boucles magnétiques...) et des travaux de réhabilitation engagés (rampe d'accès, WC PMR...) sur certains équipements qui n'étaient pas conformes à cette réglementation.

L'ordonnance du 26 septembre 2014 a simplifié et explicité les normes d'accessibilité et a sécurisé le cadre juridique en créant l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP). Cet Ad'AP, obligatoire pour tous les propriétaires ou exploitants d'ERP qui ne respecteraient pas leurs obligations d'accessibilité au 31 décembre 2014, est un document de programmation pluriannuelle qui précise la nature des travaux, leur coût et engage le propriétaire ou l'exploitant à réaliser les travaux dans un délai défini.

Au regard des mutations du cadre bâti communautaire depuis 2009, la mise à jour de l'audit existant a été confiée au bureau d'études QCS SERVICES dont les conclusions du rapport préconisent des actions de mises en accessibilité légères (signalisation, bandes podotactiles,...).

Ainsi, afin d'assurer un cadre juridique sécurisé, par délibération en date du 28 septembre 2015, le Conseil Communautaire a autorisé le dépôt du dossier de demande d'intégration au dispositif Ad'AP, dossier déposé en préfecture et validé par arrêté en date du 10 décembre 2015.

Selon le planning défini, les actions de mise en accessibilité devront être réalisées sur une période maximale de trois (3) ans, pour un montant prévisionnel de 42.200 € HT.

Aujourd'hui, ce projet est éligible au fonds de soutien à l'investissement public local et s'inscrit dans le champ d'intervention « mise aux normes des équipements publics » des aides financières de l'état, qu'il convient de solliciter pour obtenir une subvention au taux le plus élevé possible.

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 14 avril 2014 qui donne délégation au Bureau pour « prendre toutes décisions en matière de subvention à donner ou à recevoir »,

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- de solliciter auprès de l'Etat une subvention au taux le plus élevé possible dans le cadre du fond de soutien à l'investissement public local ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes inhérents à cette demande de subvention ;
- d'imputer la recette correspondante sur le compte 1321 de la direction architecture et bâtiment.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de solliciter auprès de l'Etat une subvention au taux le plus élevé possible dans le cadre du fond de soutien à l'investissement public local ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes inhérents à cette demande de subvention ;
- d'imputer la recette correspondante sur le compte 1321 de la direction architecture et bâtiment.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 25 avril 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 25/04/2016
Numéro : BC.2016.064
Nature : DE - Deliberations
Objet : Soutien à l'investissement public local - Mise en accessibilité des ERP - Agenda d'Accessibilité Programmée Ad'AP - Demande de subvention
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 109791116
Référence envoi : IDF2016-05-10T15-24-15.00
Envoyé le : 10/05/2016
à (TU) : 13h24:27

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 10/05/2016
Identifiant : 006-240600585-20160425-AOI_5995-DE

Acte reçu

Date : 25/04/2016
Numéro interne : AOI_5995
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Soutien à l'investissement public local - Mise en accessibilité des ERP - Agenda d'Accessibilité Programmée Ad'AP - Demande de subvention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160425-AOI_5995-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 0